



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
– TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Marine Emergency Response Division/Division des
Interventions en cas d'urgence maritime
Centennial Towers 7th Floor - 7W11
200 Kent Street
Ottawa
Ontario
K1A0S5

Title - Sujet PEIE: Récupérateur Portatif (Petit)	
Solicitation No. - N° de l'invitation F7047-160034/A	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client F7047-160034	Date 2018-01-23
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$ERD-004-26586	
File No. - N° de dossier 004erd.F7047-160034	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-02-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Weil, Ashley	Buyer Id - Id de l'acheteur 004erd
Telephone No. - N° de téléphone (613) 292-3550 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: VOIR ICI	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION 003 À L'APPEL D'OFFRES

La présente modification est proposée afin de :

- a) Répondre aux questions;
- b) Réviser l'appel d'offres.

La soumission doit prendre en compte les renseignements suivants :

Partie 1 : Questions et réponses

Question 4

La norme actuelle pour évaluer le rendement du récupérateur d'hydrocarbures (plaque signalétique) est la norme ASTM F2709. Cette norme a été créée parce que la norme F631 ne constitue qu'un guide pour la collecte des données d'essai d'un récupérateur et n'est donc pas un protocole d'essai. Est-ce que cette norme (ci-dessous) aura préséance sur la norme F631?

Veuillez consulter l'adresse <https://www.astm.org/Standards/F2709.htm>

Signification et utilisation :

4.1 L'industrie a l'habitude de déterminer la capacité d'un récupérateur en fonction du débit de la pompe de décharge (qui est généralement évaluée en utilisant de l'eau comme fluide d'essai) ou d'autres méthodes arbitraires.

4.2 Les utilisateurs finaux ont besoin d'une méthodologie d'essai pour évaluer les données de rendement optimal pour la planification et la sélection de l'équipement.

4.3 Cette méthode d'essai aidera les producteurs et les autres parties prenantes à vérifier le rendement d'un système de récupération et d'en rendre compte avec précision.

Réponse à la question 4 :

Le Canada reconnaît que les soumissionnaires ne pourront pas tous quantifier le rendement de leur récupérateur conformément à la norme ASTM F2709-15 au moment de l'appel d'offres. La procédure générale décrite à la section 12 de la norme ASTM F631-15 est destinée à être suivie par les soumissionnaires pour décrire et définir l'efficacité de la récupération.

Veuillez également vous consulter les **révisions 3 et 4.**

Question 5

En ce qui concerne les alinéas 3.3.1.3 et 3.2.4 de l'annexe B (énoncé des besoins techniques) :

La norme ASTM F2709 exige l'évaluation d'un système de récupération dans son ensemble et non seulement d'un composant pris isolément. Si la pompe est la seule unité pour mesurer objectivement le débit, doit-on la tester selon une norme particulière?

Faut-il faire vérifier le rendement de la pompe par un organisme agréé?

Réponse à la question 5

Veuillez consulter la section 3.2.4 de l'annexe B (Énoncé des besoins techniques) :

« 3.2.4. POMPE DE TRANSFERT D'HYDROCARBURES

3.2.4.1 La pompe de transfert d'hydrocarbures doit pouvoir assurer le traitement des hydrocarbures de viscosité variable allant du diesel au mazout lourd, de possibles débris et sédiments pouvant atteindre 6,35 mm (0,25 po) de diamètre.

3.2.4.2 La pompe de transfert d'hydrocarbures doit être à amorçage automatique.

3.2.4.3 La hauteur d'aspiration minimale de la pompe de transfert d'hydrocarbures doit être au moins 7 m.

3.2.4.4 La hauteur totale de refoulement de la pompe de transfert d'hydrocarbures doit être 30 m.

3.2.4.5. La capacité de pompage de la pompe de transfert d'hydrocarbures doit être au moins 20 mètres cubes (m³) par heure. »

Il n'est pas nécessaire de faire des essais pour vérifier le respect des exigences de rendement mentionnées ci-dessus (Annexe B, section 3.2.4) selon une norme particulière ou de demander à un organisme agréé d'effectuer cette vérification. Les données de rendement fournies par le fabricant d'équipement d'origine de la pompe de transfert d'hydrocarbures sont suffisantes.

Ce besoin demeure inchangé.

Question 6

En ce qui concerne l'annexe A (Énoncé des travaux), l'article DED-SLI-01, section 5.3.3, stipule ce qui suit : « Au minimum, la séance de formation sur le fonctionnement doit porter sur ce qui suit : c) une démonstration de l'utilisation appropriée de toutes les composantes du système (déployé sur le terrain, utilisé, récupéré, décontaminé et entreposé) »;

Tout le monde sait qu'il n'est pas possible de décontaminer suffisamment les récupérateurs à brosse, car la myriade de poils retient l'huile (en particulier le pétrole lourd). S'il est possible de démontrer le rendement des récupérateurs dans un éventail d'hydrocarbures, peut-on omettre le module de brosse au profit, par exemple, d'un module de tambour cannelé?

Réponse à la question 6

Veuillez consulter les sections suivantes de l'annexe B (Énoncé des exigences techniques) :

Annexe B (Énoncé des exigences techniques), section 3.9.3.2

- 3.9.3.2 (b) un tambour cylindrique qui constitue le module de récupération à tambour;
- 3.9.3.2 (c) une rangée de brosses circulaires coaxiales, espacées également, qui constitue le module de récupération à brosses.

Annexe B (Énoncé des exigences techniques), section 3.9.3.4

- 3.9.3.4 (b) un module de récupération à brosses pour chaque axe de rotation.
- 3.9.3.4 (c) un module de récupération à brosses pour chaque axe de rotation.

Un module de récupération à tambour cannelé **ne peut remplacer** le module de récupération à tambour qu'à condition que les exigences techniques figurant à l'annexe B (énoncé technique des exigences) soient respectées.

Ce besoin demeure inchangé.

Question 7

En ce qui concerne l'annexe B (énoncé technique des exigences), section 3.10.2.13 : « Chaque moteur diesel doit être équipé d'un pare-étincelles » :

Les moteurs doivent-ils être équipés d'une soupape de protection de survitesse?

Réponse à la question 7

Veuillez consulter l'article 3.10.2.11 de l'annexe B (Énoncé des besoins techniques) :
« 3.10.2.11 – Chaque moteur diesel fourni doit être muni d'un système de régulation mécanique pour régler le régime du moteur. »

Le soumissionnaire peut équiper ce régulateur d'une soupape de protection contre la survitesse, à condition que les exigences techniques soient respectées.

Ce besoin demeure inchangé.

Question 8

En ce qui concerne l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres (plan d'évaluation technique des soumissions), section 2.2.1 :

La Garde côtière canadienne autorise quels organismes agréés de vérifier le rendement du récupérateur? Nos récupérateurs ont été testés par Ohmsett. <https://www.ohmsett.com/>

Veuillez confirmer qu'Ohmsett peut être considéré comme agréé pour réaliser des essais indépendants pour vérifier le respect de la norme ASTM F2709.

Réponse à la question 8

Le Canada souhaite que le rendement du récupérateur soit vérifié par une société de classification (p. ex., Det Norske Veritas, American Bureau Standards, Bureau Veritas ou Lloyd's Register), un registraire, un laboratoire indépendant ou une installation d'essai comme Ohmsett.

Ce besoin demeure inchangé.

Question 9

En ce qui concerne l'annexe B (énoncé des besoins techniques), section 3.2.1.2 :

L'appel d'offres stipule clairement que toute homologation fournie est sujette à vérification. Le problème est que la norme référencée (F631) pour la vérification du rendement du récupérateur ne définit pas une méthode d'essai. La norme F631 est un guide. Elle ne prescrit pas les conditions d'essai. Si vous voulez vérifier le rendement du récupérateur au moyen d'un essai reconnu par l'industrie, vous devriez utiliser la méthode d'essai décrite dans la norme F2709. La norme F2709 décrit les exigences pour réaliser l'essai, qui concernent, par exemple, la taille du réservoir d'essai, la profondeur de l'huile, les périodes d'essai et l'échantillonnage. Elle stipule également que l'essai doit être effectué sur un système complet (récupérateur, bloc d'alimentation, pompe) dans son intégralité, car de nombreux facteurs peuvent affecter le résultat, par exemple la puissance du moteur en hp, le système hydraulique, etc.

Réponse à la question 9

Veuillez consulter la réponse à la question 4 ci-dessus, qui traite déjà de ce sujet, ainsi que les révisions 3 et 4.

Il convient également de noter que les critères d'évaluation obligatoires liés à la section susmentionnée de l'annexe B (Énoncé technique des exigences) exigent que les soumissionnaires démontrent la conformité par l'analyse des données (voir l'article M3 de l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres).

Le point M4 de l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres exige l'obtention d'une homologation attestant de la conformité, mais cette homologation repose sur le critère obligatoire décrit à l'article M4 : « *Un tiers indépendant sera chargé de recueillir toutes les données de rendement relatives à la récupération des hydrocarbures.* »

Veuillez consulter la section 2.2.1 de l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres, qui contient une description complète de ce qui est requis pour chaque méthode de conformité.

Question 10

L'ensemble de récupérateur portatif sera-t-il utilisé pour récupérer du pétrole lourd, comme mentionné à la section 1.2 de l'annexe A (Énoncé des travaux), ou du pétrole léger ou moyen, comme mentionné à l'annexe B (Énoncé des besoins techniques) de la section 3.2.1.2? Y a-t-il une plage de viscosité?

Réponse à la question 10

- En ce qui concerne l'annexe A (Énoncé des travaux), section 1.2 :
« 1.2 Cet équipement sera déployé dans les eaux abritées (p. ex., baies et ports) en cas de déversement de pétrole pour récupérer de façon rapide et efficace les hydrocarbures déversés (dont la viscosité peut aller du carburant diesel au mazout lourd) dans l'eau de mer. »
 - Remarque : Le récupérateur pourrait être utilisé pour récupérer du pétrole lourd.
- En ce qui concerne l'annexe B (énoncé technique des exigences), section 3.2.1.2 :
« 3.2.1.2 L'efficacité de récupération minimale du récupérateur doit être au moins 90 % (conformément à la procédure générale définie dans la norme ASTM F631 : Standard Guide for Collecting Skimmer Performance Data in Controlled Environments ou dans le protocole d'essai

ASTM F2709-15, Standard Test Method for Determining a Measured Nameplate Recovery Rate of Stationary Oil Skimmer Systems) pour chacun des types d'hydrocarbures suivants :

- Les hydrocarbures légers comme le diesel ou le carburant aviation;
- Les hydrocarbures moyens comme l'huile de lubrification ou le brut frais. »

➤ Remarque : Le soumissionnaire peut choisir de démontrer l'efficacité de la tête du récupérateur proposée de récupérer du pétrole lourd. En ce qui concerne les critères d'évaluation obligatoires connexes figurant à l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres, M3, la soumission doit démontrer l'efficacité de récupération de pétrole léger et moyen, comme décrit à la section 3.2.1.2 de l'annexe B (Énoncé des besoins techniques).

- Aucune plage de viscosité n'a été définie pour les types de pétroles énumérés. Le soumissionnaire doit indiquer la viscosité de l'huile associée dans les résultats d'efficacité de récupération.

Ce besoin demeure inchangé.

Partie 2. Révisions

Révision 3

À l'annexe B (Énoncé des besoins techniques), le texte suivant remplace l'alinéa 3.2.1.2 dans son intégralité :

« 3.2.1.2

L'efficacité de récupération minimale du récupérateur doit être au moins 90 % (conformément à la procédure générale définie dans la norme ASTM F631 : Standard Guide for Collecting Skimmer Performance Data in Controlled Environments **ou dans le protocole d'essai ASTM F2709-15, Standard Test Method for Determining a Measured Nameplate Recovery Rate of Stationary Oil Skimmer Systems**) pour chacun des types d'hydrocarbures suivants :

- Les hydrocarbures légers comme le diesel ou le carburant aviation;
- Les hydrocarbures moyens comme l'huile de lubrification ou le brut frais. »

Révision 4

À l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres (plan d'évaluation technique des soumissions), remplacer le texte figurant sous la rubrique « Critères obligatoires » de M3 par ce qui suit :

M3 « Critères obligatoires

L'efficacité de récupération minimale du récupérateur doit être au moins 90 % (conformément à la procédure générale définie dans la norme ASTM F631 : Standard Guide for Collecting Skimmer Performance Data in Controlled Environments **ou dans le protocole d'essai ASTM F2709-15, Standard Test Method for Determining a Measured Nameplate Recovery Rate of Stationary Oil Skimmer Systems**) pour chacun des types d'hydrocarbures suivants :

- Les hydrocarbures légers comme le diesel ou le carburant aviation;
- Les hydrocarbures moyens comme l'huile de lubrification ou le brut frais. »

Révision 5

À l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres (plan d'évaluation technique des soumissions), remplacer O18 dans son intégralité avec le texte suivant :

Insérer :

- a. Point – O18
- b. Critère obligatoire –
Le système de gestion de la qualité de l'entité/les entités qui effectue(nt) la fabrication et l'intégration du produit proposé doit/doivent être conforme aux exigences des normes suivantes : ISO 9001:2008 ou ISO 9001:2015 – Systèmes de gestion de la qualité, tel qu'il est précisé à l'annexe A (Énoncé des travaux).
- c. Facteur d'évaluation ou renvoi –
Section 3.2 de Énoncé de travail
- d. Évaluation –
Vérification des systèmes de gestion de la qualité de l'entité/des entités conformément aux exigences des normes ISO 9001:2008 ou ISO 9001:2015 stipulées
- e. Méthode de conformité –
Certification OU description*
* La « certification » est la méthode de conformité requise **seulement si** l'entité/des entités maintient la certification à la norme ISO 9001:2008 ou ISO 9001:2015 – Systèmes de management de la qualité.

Révision 6

Dans la section 3.2 de l'annexe A (Énoncé de travail) remplacer le texte suivant :

« L'entrepreneur doit mettre en œuvre un système de gestion de la qualité conforme aux exigences des normes ISO 9001:2008 ou ISO 9001:2015 – Systèmes de gestion de la qualité – Exigences, publiées par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Seules les exclusions conformes à la disposition 1.2 de la norme ISO 9001 sont acceptables. »

par

« L'entité/les entités qui effectue(nt) la fabrication et l'intégration des produits livrables (y compris l'ensemble ou les ensembles de récupérateur portatif et/ou tout composant/équipement de celui-ci ou de ceux-ci qui a été acquis en tant qu'éléments individuels) doit mettre en œuvre un système de gestion de la qualité conforme aux exigences des normes ISO 9001:2008 ou ISO 9001:2015 – Systèmes de gestion de la qualité – Exigences, publiées par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Seules les exclusions conformes à la disposition 1.2 de la norme ISO 9001 sont acceptables. »

Révision 7

À l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres (plan d'évaluation technique des soumissions), remplacer O19 dans son intégralité avec le texte suivant :

Insérer :

- a. Point – O 19
- b. Critère obligatoire –
L'entité/les entités qui effectue(nt) la fabrication et l'intégration du produit proposé doit/doivent avoir produit ou fabriqué avec succès* des ensembles de récupérateur portatif à deux (2) clients différents, dans le cadre d'un contrat assujetti aux conditions suivantes :
(a) Livraisons après le 1er janvier 2008;

- (b) Livraison d'au moins 5 ensembles de récupérateur portatif;
- (c) Le client doit faire partie de l'une des catégories suivantes :
 - (1) industrie pétrolière et gazifière;
 - (2) organisation d'intervention en cas de déversement;
 - (3) gouvernement / organisme.
- * respecté les exigences en matière de livraison et de qualité énoncées dans le contrat.
- c. Facteur d'évaluation ou renvoi –
Expérience récente démontrée
- d. Évaluation –
Vérification de l'expérience récente de l'entité dans l'exécution de marchés de biens de grande envergure avec différents clients.
- e. Méthode de conformité –
Facture pour chaque contrat exécuté ET Lettre d'acceptation de la qualité pour chaque contrat exécuté

Révision 8

À l'annexe 1 de la partie 4 de l'appel d'offres (plan d'évaluation technique des soumissions), remplacer « **Lettre d'acceptation de la qualité** » dans son intégralité avec le texte suivant :

Lettre d'acceptation de la qualité : La soumission doit fournir une lettre de recommandation produit par le client qui a reçu les produits de l'entité, qui précise, à tout le moins, la livraison et l'acceptation de la qualité des biens. La lettre doit comprendre une description courte qui précise le travail qui été accompli, et le mois et année à laquelle le contrat a été attribué et complété. La lettre doit être produite sur l'en-tête du client, comprendre un numéro de téléphone et/ou une adresse de courriel qui peut être utilisée pour se mettre en contact avec le client, et doit être signé par un représentant autorisé de l'entreprise.

Révision 9

À l'annexe A (Énoncé de travail), remplacer Section 1.2 Objet dans son intégralité avec le texte suivant:

« 1.2 OBJET

La GCC a besoin de petits récupérateurs à cassettes (brosses, disques, tambour) portatifs, ci-après appelés « ensembles de récupérateur portatif » pour les opérations de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures. Cet équipement sera déployé dans les eaux abritées (p. ex. baies et ports) en cas de déversement de pétrole pour récupérer de façon rapide et efficace les hydrocarbures déversés (dont la viscosité peut aller du carburant diesel au mazout lourd) dans l'eau de mer. L'ensemble de récupérateur portatif se compose d'un petit récupérateur portatif (complet avec les modules de récupération interchangeables), d'un bloc d'alimentation et de tuyaux, d'une pompe de transfert et d'un conteneur d'entreposage associé dans lequel est entreposé le récupérateur portatif dans un état prêt à l'emploi. La GCC utilise régulièrement les petits récupérateurs portatifs et d'autres ressources pour réduire les risques de polluer les rivages et pour faciliter les efforts de récupération.

L'objectif du présent Énoncé de travail (ÉDT) est de décrire les travaux requis pour fournir les ensembles de récupérateur portatif et les accessoires connexes (y compris l'ensemble ou les ensembles de récupérateur portatif et/ou tout composant/équipement de celui-ci ou de ceux-ci qui a été acquis en tant qu'éléments individuels) aux installations de la GCC dans le cadre du Projet de modernisation de l'équipement d'intervention environnementale et de l'équipement des postes de commandement d'intervention mobile..

Toutes les exigences, spécifications et autres indications de la présente annexe A concernant les travaux requis pour la fourniture d'un ou plusieurs « ensembles de récupérateur portatif » concernent également tous les composants du récupérateur portatif (tête de récupérateur, unité de transfert d'hydrocarbures, unité d'alimentation hydraulique, conteneur d'entreposage, et tout autre composant/équipement/outil de celui-ci), qu'ils soient achetés sous la forme d'un ensemble complet, d'articles individuels ou d'autres combinaisons. »

Révision 10

À l'annexe A (Énoncé de travail), remplacer Section 1.3 Portée dans son intégralité avec le texte suivant :

« 1.3 PORTÉE

Cet énoncé de travail définit les exigences générales relatives à la construction, à l'équipement, à la mise en service, à la documentation et au soutien d'un ou plusieurs ensembles de récupérateur portatif de la GCC (et de tous les composants et équipements acquis séparément). L'énoncé des besoins techniques (ÉBT) annexé à ce document contient les exigences fonctionnelles et les spécifications techniques – annexe B. »

Révision 11

Dans l'annexe A (Énoncé de travail), le texte entre guillemets ci-dessous remplace l'article 3.1 Essais dans son intégralité. Veuillez noter que les articles 3.1.1 et 3.1.1.1 de l'annexe A (Énoncé de travail) demeurent inchangés.

« 3.1 – Essais

L'entrepreneur doit démontrer que chaque livrable (y compris l'ensemble ou les ensembles de récupérateur portatif et/ou tout composant/équipement de celui-ci ou de ceux-ci qui a été acquis en tant qu'éléments individuels) répond aux exigences définies dans l'ÉBT joint au présent document. Une telle démonstration concernant les exigences de fonctionnement et de rendement doit être réalisée au moyen des essais ci-après. Ces essais doivent au moins confirmer, à la satisfaction de l'AT, qu'il est possible de faire fonctionner, à sa pleine capacité, chaque composant, pièce d'équipement, sous-système, système, et les livrables (dans son ensemble de récupérateur portatif).

Les essais doivent être effectués dans les installations de l'entrepreneur (ou dans les installations du fabricant selon ce que détermine le Canada). Le Canada doit être informé au moins deux semaines avant le début des essais. »

Révision 12

À l'annexe A (Énoncé de travail), remplacer Section 3.3 Mise en service dans son intégralité avec le texte suivant :

3.3 Mise en service

« 3.3.1 Généralités

La mise en service est un processus complet et systématique pour vérifier que tous les produits livrables (y compris un ou plusieurs ensembles de récupérateur portatif et/ou tous les composants/équipements acquis séparément), une fois livrés à leur destination finale, sont complets à tous égards et fonctionnent dans leur environnement de travail conformément aux exigences du Canada.

Tous les livrables doivent être mis en service par l'entrepreneur pour mettre l'équipement en état de fonctionnement, prêt pour le service et l'opération. Celui-ci doit produire un plan de mise en service, conformément à l'article DED-IS-03 de la LDEC et le présenter au gouvernement du Canada pour examen et approbation.

3.3.2 Procédure de mise en service

Le gouvernement du Canada doit s'assurer que le personnel opérationnel ou des spécialistes sont présents pour observer le travail de l'entrepreneur pendant le processus de mise en service.

L'entrepreneur doit fournir tout le matériel nécessaire pour mettre l'équipement en état de fonctionnement pour mettre l'équipement en état de fonctionnement, prêt pour le service et l'opération. L'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, le matériel et les services pour mener à bien le processus de mise en service, conformément au contrat. L'entrepreneur s'assurera que tous les livrables (y compris un ou plusieurs ensembles de récupérateur portatif et/ou tous les composants/équipements acquis séparément), sont en état de fonctionnement une fois la mise en service terminée (c'est-à-dire, aucune d'autre configuration est nécessaire, l'équipement peut être déployé, c'est prêt pour l'opération).

Le processus de mise en service doit être une session distinct de la séance de formation sur l'entretien technique (Section 4.2) et de la séance de formation opérationnelle (Section 4.3).

3.3.3 Rapport de mise en service

L'entrepreneur doit produire un rapport de mise en service, conformément à l'article DED-IS-04 de la LDEC pour chaque produit livrable. »

Révision 13

Dans l'annexe A (Énoncé de travail), Annexe 2 Description d'éléments de données DED-IS-03 (Plan de mise en service) remplacer le texte suivant :

« d) Objectifs de la mise en service, incluant, sans s'y limiter :

- i) Vérification de la livraison d'un ensemble de récupérateur portatif complet
- ii) Vérification que le déballage et l'installation du système se sont déroulés conformément aux recommandations du fabricant »

par:

« d) Objectifs de la mise en service, incluant, sans s'y limiter :

- i) Vérification de la livraison d'un système complet; tous les livrables dans une livraison
- ii) Vérification que le déballage et l'installation du système (tous les livrables dans une livraison) se sont déroulés conformément aux recommandations du fabricant »

Révision 14

Remplacer l'article 5.2.3.1 (Certification relative au soudage) dans son intégralité par le texte suivant :

« 5.2.3.1 Certification relative au soudage

1. Le contrat subséquent nécessite que toute entité procédant au soudage :
 - a) soient certifiés par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon la norme CSA W47.2-11 (R2015), niveau de division 1 ou 2 de l'Association canadienne de normalisation (CSA) pour la Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (ou équivalent);
 - b) toutes les soudures indiquées soient conformes aux exigences pertinentes dans la norme de la Garde côtière canadienne (GCC) no CT-043-EQ-EG-001-E, Norme de soudage des métaux ferreux d'août 2017 (se reporter à l'appendice 1 de l'annexe B Énoncé des besoins techniques)) (ou équivalent).
2. Les travaux de soudure doivent être réalisés en suivant les procédures de soudage par des soudeurs certifiés par le BCS conformément aux exigences de la norme CSA W47.2-11 (R2015), niveau de division 1 ou 2 de l'Association canadienne de normalisation (CSA) pour la Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (ou équivalent).
3. Avant l'attribution du contrat, et dans les 21 jours civils suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit fournir la preuve que l'entité procédant au soudage détient la certification du BCS relativement aux normes de soudage de la CSA.
4. Le soumissionnaire peut proposer d'autres normes que la norme CSA W47.2-11 (R2015), niveau de division 1 ou 2 pour la Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium et celles figurant dans la norme de la GCC no CT-043-EQ-EG-001-E, Norme de soudage des métaux ferreux d'août 2017. Pour chaque autre norme proposée, le soumissionnaire doit prouver que l'intention technique de la norme CSA W47.2-11 (R2015), niveau de division 1 ou 2 pour la Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium et de celles figurant dans la norme de la GCC no CT-043-EQ-EG-001-E, Norme de soudage des métaux ferreux d'août 2017 est respectée. La preuve de l'intention technique doit être apportée par un audit de conformité réalisé par la GCC ou le BCS avant l'attribution du contrat et dans les 21 jours civils qui suivent la demande écrite de l'autorité contractante.

Révision 15

Remplacer l'article 6.9.3 (Certification en soudage) dans son intégralité par le texte suivant :

« 6.9.3 Certification en soudage

1. Toute entité procédant au soudage :
 - a) Doit détenir la certification du Bureau canadien de soudage (BCS) selon la norme CSA W47.2-11 (R2015), niveau de division 1 ou 2 de l'Association canadienne de normalisation (CSA) pour la Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (ou équivalent);
 - b) Toutes les soudures indiquées soient conformes aux exigences pertinentes dans la norme de la Garde côtière canadienne (GCC) no CT-043-EQ-EG-001-E, Norme de soudage des métaux ferreux d'août 2017 (se reporter à l'appendice 1 de l'annexe B (Énoncé des besoins techniques) (ou équivalent)).
2. En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.
3. Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable technique, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée, pour chaque personne d'une copie de la certification délivrée par le BCS en fonction de la norme de soudage du CSA.
4. L'entrepreneur peut proposer d'autres normes que la norme CSA W47.2-11 (R2015), niveau de division 1 ou 2 pour la Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium et celles figurant dans la norme de la GCC no CT-043-EQ-EG-001-E, Norme de soudage des métaux ferreux d'août 2017. Pour chaque autre norme proposée, l'entrepreneur doit prouver que l'intention technique de la norme CSA W47.2-11 (R2015), niveau de division 1 ou 2 pour la Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium et de celles figurant dans la norme de la GCC no CT-043-EQ-EG-001-E, Norme de soudage des métaux ferreux d'août 2017 est respectée. La preuve de l'intention technique doit être apportée par un audit de conformité réalisé par la GCC ou le BCS avant l'attribution du contrat et dans les 21 jours civils qui suivent la demande écrite de l'autorité contractante.

Révision 16

Remplacer l'article 6.7.3 (Frais de déplacement et de subsistance) de la demande de soumissions (Partie 6 – Clauses du contrat subséquent) dans son **intégralité** par le texte suivant :

« 6.7.3 Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du [Conseil national mixte](#) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité contractante.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement. »

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.